

Werner Bauer

L'initiative «Oui à la médecine de famille» aboutit – désormais, il s'agit de se remémorer Churchill

Churchill? Après le revirement dans la lutte contre l'Allemagne d'Hitler, il avait déclaré que les premiers succès ne signifiaient de loin pas encore la fin; que l'Angleterre n'en était même pas au début de la fin, mais tout au plus à la fin du début.

Dans les circonstances incomparablement moins dramatiques de la lutte existentielle qui nous occupe, nous médecins de famille, afin de nous assurer une médecine de famille reconnue et bien positionnée, nous nous situons exactement dans cette phase: à la fin du début.

A la parution de ce numéro de PrimaryCare, les signatures de l'initiative populaire sont probablement rentrées, et il n'y a pas de doute que le minimum de signatures requis pour sa validité soit largement atteint. Le 1^{er} avril, la remise des signatures aura lieu devant le Palais fédéral et sera accompagnée d'un cérémonial très profilé. C'est là que commencera la deuxième phase, non moins importante, de la campagne en vue de l'introduction de l'article constitutionnel 118b. Car il va se passer plusieurs années entre le passage à travers l'administration fédérale, le Conseil fédéral, le Parlement et le vote populaire, et d'ici là, il faudra toujours souffler sur les braises.

Nous sommes tous heureux du soutien que notre requête a rencontré au sein de la population. Et nous sommes reconnaissants à toutes les patientes, aux patients et aux personnes en bonne santé qui par leur signature ont exprimé leur soutien à un système de santé qui pose en son centre la médecine de famille. Ils témoignent ainsi de la nécessité de cette initiative pour vraiment sécuriser la

médecine de famille dans toute la Suisse, pour garantir les meilleures options diagnostiques et thérapeutiques et pour encourager une relève de la médecine de famille.

Il est clair que le comité d'initiative a développé un concept et de nombreuses idées. Maintenant, il faut accompagner activement l'initiative dans le dédale des institutions étatiques; il faut convaincre les décideurs dans l'administration, au Parlement et dans d'autres instances; il faut sans cesse raviver le sujet de la médecine de famille par les relations publiques. Le comité ainsi que la nouvelle association «Médecins de famille Suisse» engageront toute leur énergie et tous les moyens dans ces activités. Mais il leur faut le concours, en idées et en action, de tous les médecins de famille Suisses, qu'ils soient généralistes, internistes ou pédiatres. Il faut que les patientes et les patients, ainsi que, le jour du vote, toutes les votantes et les votants réalisent qu'à travers la lutte pour notre beau métier nous nous battons en tout premier lieu pour un système de santé bien organisé, de haute qualité et dans lequel les ressources sont appliquées de la meilleure façon. Nous sommes à la fin du début. Continuons!

Correspondance:

Dr Werner Bauer

Facharzt für Innere Medizin FMH

Mitglied des Präsidiums der SGIM

8700 Küssnacht

werner.bauer@hin.ch

